La communication pour la cohésion sociale et le développement durable en Côte d'ivoire

Antoine KOUAKOU
Université Félix Houphouët-Boigny,
Département de Communication,
Laboratoire des Sciences de la Communication, des Arts et de la Culture (LSCAC),
Abidjan, Côte d'Ivoire,
antoinekouakou68@gmail.com

Résumé

Cette étude se propose d'explorer le rôle de la communication dans l'objectif de construction et de renforcement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. L'histoire récente de ce pays témoigne de plusieurs crises sociales de natures diverses, avec une incidence corrosive sur les relations inter personnelles puis, sur la concorde et la bonne entente dans le tissu social. Il en résulte un bouleversement sociétal qui se traduit par un défaut d'harmonie sociale. L'équilibre sociologique est ainsi éprouvé, avec, in fine, des implications malheureuses sur les dynamiques de développement, aussi bien pour les générations actuelles que pour celles à venir. En s'intéressant à la question, l'étude se préoccupe de la nécessité de solution, à travers un recours à l'influence et au rôle de la communication pour le développement. Sur la base d'une approche qualitative, elle a investigué dans la ville d'Abidjan à travers des entretiens semi-directifs individuels. Ainsi, de l'hypothèse que la communication a un rôle important à jouer dans le défi de la construction de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire, l'étude a débouché, à terme, sur la conclusion que l'unité sociale est une condition sine qua non pour le développement durable.

Mots clés : Communication, rôle, crise sociale, cohésion sociale, développement durable, Côte d'Ivoire.

Abstract

This study aims to explore the role of communication in the objective of building and strengthening social cohesion in Côte d'Ivoire. The recent history of this country bears witness to several social crises of various natures, with a corrosive impact on the interpersonal relationships and then, on harmony and good understanding in the social fabric. The result is a societal upheaval which ends in a lack of social harmony. The sociological balance is thus tested, with, ultimately, unfortunate implications on the dynamics of development, both for current generations and for those to come. By focusing on the question, the study is concerned with the need for a solution, through recourse to the influence and the role of communication for development. Based on a qualitative approach, it investigated in the city of Abidjan through individual semi-structured interviews. Thus, from the

hypothesis that communication has an important role to play in the challenge of building social cohesion in Côte d'Ivoire, the study ultimately led to the conclusion that social unity is a sine qua non condition for sustainable development.

Key-words: Communication, role, social crisis, social cohesion, sustainable development, Côte d'Ivoire.

Introduction

La Côte d'Ivoire traverse des crises sociales depuis plus de deux décennies maintenant. Au nombre des plus récentes, il y a les crises politico-post électorales de 2020 et de 2011, tout comme la crise sanitaire à Covid de 2019-2021, la rébellion de 2002 et le coup d'Etat de 1999. Sous-tendues par des incompréhensions sociales, par des blocages politiques ou par une fragilité socio-institutionnelle, ces crises ont souvent été ponctuées de conflits et de querelles inter communautaires, d'intolérances, d'affrontements ou alors de dénis de justice, de frustrations, de mécontentements et de complaintes diverses. Elles ont fini par fragiliser la concorde et le vivre ensemble. Aujourd'hui, d'autres formes de crises émergent en termes de corruption et d'inflation incontrôlées. Selon Prao (2024, la une) à cet effet, « *le mal de la corruption a atteint des proportions jamais égalées* ». La Banque Mondiale (2023, para 4) ajoute que « *l'inflation a atteint (…) son niveau le plus élevé en une décennie, sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires, des transports et de l'énergie* ». Ces nouvelles formes de crises ont aussi une incidence fâcheuse sur l'harmonie sociale et la cohésion. Pire, elles font face à une insouciance institutionnelle à travers un défaut d'oreille attentive prêtée par les gouvernants au mécontentement individuel et collectif. En effet, la cherté de la vie devient de plus en plus insupportable pour la majorité des ménages qui croulent sous le poids d'une paupérisation grandissante. L'inflation impacte négativement le quotidien des populations qui désespèrent, parce que les pouvoirs publics, derniers remparts, semblent impuissants à leur proposer la solution. Cette situation d'inconfort social développe un sentiment de chagrin. Ainsi qu'elle le dit, « *les recettes (…) ne profitent pas à tous les Ivoiriens. La corruption généralisée et les difficultés de la vie quotidienne, dues notamment à la hausse des prix du logement ou de l'électricité, nourrissent un violent mécontentement* » (Sylvestre-Treiner, 2017,

para 1). En plus du mécontentement, « *les conflits (...) mettent à mal le vivre ensemble, la cohésion sociale et le développement* » (Kouakou & Yao, 2020, p. 68). Ils attisent le ressentiment des couches socio-professionnelles les plus vulnérables. Les populations sont donc éprouvées. L'on pourrait même dire que « *la classe politique ne semble pas avoir tiré toutes les leçons du passé (...) qui ont conduit le pays au bord du gouffre* » (ICG, 2012, p.1). Il s'en suit que les populations vulnérables, laissées à leur propre sort, voient leur équilibre sociologique impacté. Leur vécu et ressenti, tout comme leur cohésion inter groupale en passant par les représentations sociétales, tout laisse croire que la société ivoirienne est éprouvée. Les populations couvent sur le mécontentement et les complaintes dont la portée se limite à des discussions de salon ou à des publications sur les réseaux sociaux. Mieux, chacun semble reclus dans une espèce de repli socio-communautariste et identitaire avec un sentiment d'insécurité sociale qui confirme un défaut de cohésion réelle. Cela pourrait nourrir d'autres formes d'incompréhensions sociales si rien n'est fait. Le rôle de la communication est donc à questionner. Partant, des interrogations sont suscitées : comment expliquer la rupture de l'équilibre relationnelle dans la société ivoirienne, quelles sont ses répercussions sur le développement durable et quel est le rôle de la communication dans le défi du renforcement de la cohésion entre les groupes sociaux ? Ces préoccupations sous-tendent la présente étude, qui part de l'hypothèse que la communication a un rôle essentiel à jouer dans l'objectif de construction de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. Elle s'articule autour de trois points majeurs : le premier vise le cadre théorique et méthodologique. Il présente donc les théories de référence qui sous-tendent l'étude puis, décrit les matériels de collecte de données, les méthodes mobilisées et la technique d'analyse. La seconde partie présente les résultats de fin d'étude et la troisième se consacre à la discussion de ces résultats.

1. Cadre théorique et méthodologique

1.1. Théories de référence

Portant sur la communication et sur son rôle dans le défi de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire, l'étude se préoccupe de l'influence de cette discipline sur l'équilibre sociétal. Dans cette logique, elle

prend son ancrage dans la théorie des effets de la communication et des médias et dans celle du comportement planifié.

Lasswell (1973) est le père de la théorie des effets puissants de la communication et des médias. Dans ses travaux, il évoque le « pouvoir des médias sur les individus ». Pour lui en effet, tout acte de communication s'assimile avant tout à une volonté d'influence et de persuasion. Il soutient que cet acte est utile dans les objectifs de changements sociaux. Soulignant « la toute-puissance de la communication et des médias » dans les processus de développement, il affirme que « *les médias ont un effet massif et immédiat sur les populations* » (Lasswell, 1973, p. 38). Pour lui en outre, les médias offrent la possibilité de la communication de masse et permettent conséquemment de toucher une audience plus large. Il se présente ainsi la nécessité du recours à la communication dans le défi de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire.

L'étude se fonde également sur la théorie du comportement planifié avec Ajzen (1991). C'est une théorie du changement qui apparait comme un modèle pertinent dans les situations problématiques relevant du domaine du comportement. Ses tenants postulent en effet que « *pour être effectif, le comportement humain dans la société doit d'abord être décidé et planifié* » (Ajzen, 1991, p. 182). La théorie du comportement planifié vise donc à expliquer les comportements humains en relation avec les attitudes, les normes sociales et le sentiment d'auto-efficacité. Ainsi, pour être décidé, trois facteurs sont nécessaires. Ce sont :

> les jugements sur la désirabilité du comportement et de ses conséquences -attitudes vis-à-vis du comportement-, les considérations sur l'influence et l'opinion des proches sur le comportement -les normes sociales- et les croyances sur la capacité du sujet à réussir le comportement -l'auto-efficacité- (Ajzen, 1991, p. 201).

De cette manière, la théorie des effets de la communication et des médias (Lasswell, 1973), combinée à celle du comportement planifié avec Ajzen (1991), constitue la somme de référence théorique pour sous-tendre la réflexion sur les enjeux de la communication dans la nécessité de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire en vue du développement durable.

1.2. Matériels et méthodes

L'étude a eu lieu du 29 avril au 02 juin 2024. Son champ d'investigations est la ville d'Abidjan. Cette ville est la capitale économique de la Côte d'Ivoire. Elle compte dix (10) communes avec une superficie de cinq cent treize (513) km². Abidjan est la plus grande ville de Côte d'Ivoire et la plus peuplée avec cinq millions six cent seize mille six cent trente et trois (5.616.633) habitants.[1] L'étendue et la densité de la population de cette agglomération sont les facteurs qui ont présidé au choix du champ d'étude, en raison de la dialectique sur une problématique à fort relent sociétal.

Le travail a mobilisé la recherche documentaire et l'enquête par entretien comme techniques de recherche. La technique documentaire nous a permis de consulter des sources sous la forme d'articles, de rapports, de livres et de publications diverses, puis d'organes de presse écrite en ligne comme physiques. Ces sources portent sur les thématiques de la cohésion sociale et du vivre ensemble, de la communication, des crises sociales tout comme sur le développement durable et sur le changement socio-comportemental. La technique documentaire a ainsi permis de faire la revue de littérature sur ces différentes thématiques. Au demeurant, elle nous a permis de circonscrire le sujet, de le consolider et d'explorer des modèles théoriques pouvant sous-tendre l'étude.

La population de l'étude est composée de personnes résidant dans les dix communes de la ville d'Abidjan, susceptibles de se prononcer sur la question de la cohésion sociale. Sur la base de la technique d'échantillonnage à choix raisonné, trois (3) personnes ont été interrogées dans chacune des dix (10) communes de la ville (Abobo, Adjamé, Attécoubé, Cocody, Koumassi, Marcory, Plateau, Port-Bouët, Treichville et Yopougon) ; ce qui donne un total de trente (30) personnes interrogées au total. Les opinions de ces personnes ont été recueillies à l'aide d'entretiens semi-directifs individuels. Ainsi, pendant un peu plus d'un mois, nous avons parcouru les dix communes d'Abidjan avec nos guides d'entretien pour la collecte des données. Les entretiens ont visé les explications de la rupture de l'harmonie dans les relations interpersonnelles et les

[1] Sources : Résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2021.

répercussions sur le développement durable. Ils ont également porté sur le rôle de la communication en vue de la cohésion sociale, facteur favorable à l'équilibre sociologique et du développement durable. Les données recueillies ont été analysées à partir de la théorie des effets et de celle du comportement planifié ; ces deux modèles théoriques permettant non seulement d'expliquer qu'une crise sociale peut découler d'une insouciance institutionnelle, de frustrations et d'injustices sociales, mais aussi de soutenir que le rôle de la communication peut appuyer l'objectif de cohésion sociale.

2. Résultats

Les conséquences du défaut de cohésion sociale sur le développement ont motivé cette étude dont les résultats sont présentés ici, autour de trois articulations : les explications, les répercussions sur le développement durable et la question de la solution.

2.1. Rupture de l'harmonie et de la cohésion sociale

La question pertinente que l'on pourrait se poser à cette étape est de savoir comment expliquer la rupture de l'harmonie dans les relations interpersonnelles en Côte d'Ivoire. Selon les répondants de l'étude, plusieurs facteurs expliquent cette rupture. Ainsi, pour Monsieur F. K, « ce problème a ses origines dans les crises politiques que la Côte d'Ivoire a connues ». Selon ce résidant de la commune du Plateau, les affrontements et les querelles pendant les crises socio-politiques successives ont eu raison de la tranquillité des ivoiriens. Monsieur A. A. de la commune de Yopougon pense quant à lui que « l'exclusion sociale limite l'autonomie économique des familles. C'est une raison de grande frustration ». Madame D. F de Port-Bouët abonde dans le même sens et affirme : « la paupérisation grandissante dans laquelle nous sommes y est pour quelque chose ». Pour ces deux répondants en effet, la répartition de la richesse nationale n'inclut pas tous les fils du pays et de ce fait, laisse certains dans une situation de pauvreté et de frustration. Cela est une source de rancœurs. Monsieur J. K de la commune d'Attécoubé estime également que le manque de cohésion sociale est imputable à des facteurs enfouis dans la société. Et comme il le soutient : « les problèmes de santé, le stress lié aux problèmes d'argent pour se nourrir et se loger correctement

constituent des motifs d'isolement social ». Autrement dit, le défaut d'assistance de l'Etat, vécu par les populations vulnérables, est la source de rupture de l'harmonie d'antan. Résidant dans la commune de Cocody, Monsieur K. B soutient quant à lui que « la politique du rattrapage crée des exclusions et des frustrations qui débouchent sur des rancœurs ». Pour lui, en Côte d'Ivoire aujourd'hui, la politique dite de « rattrapage », consistant à privilégier certains citoyens au détriment de bien d'autres, « est une gestion d'une partie de la société contre le reste. Cette politique est à l'origine de la rupture sociale ». Pour Madame K. C de la commune de Treichville, si la cohésion sociale est en péril, c'est de la faute des politiques. Et comme elle le dit : « les injustices et les frustrations suscitées dans les discours et dans la gestion des politiques sont quelquefois conflictuels. Il va donc de soi que la cohésion sociale soit menacée ». Pour Monsieur K. K. de la commune de Marcory en outre, « la mauvaise distribution des ressources et les problèmes d'emploi sont à l'origine de la mauvaise qualité de vie des populations dont l'intégrité sociale est mise à mal. On ne peut donc pas parler de cohésion sociale ». Fustigeant lui aussi la classe politique, Monsieur F. Y. explique que « la mauvaise gestion politique est la cause de la rupture de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. On ne peut plus vivre dans ce pays ». Ainsi, pour cet habitant de la commune de Koumassi, l'inconfort social vécu par les populations est à l'origine du manque de cohésion sociale. Madame K. N. O. de la commune d'Adjamé se tourne également vers les gouvernants et explique : « la vie est insupportable aujourd'hui parce que l'Etat nous a abandonnés. Tous les jours, les prix augmentent : riz, huile, carburant, maison, transport, école, tout augmente ». Monsieur A. K de la commune d'Abobo abonde dans le même sens et affirme : « le problème en Côte d'Ivoire vient de ceux qui nous gouvernent. Plus personne ne sait à quel saint se vouer ». Comme on le voit dans la récurrence des opinions, le manque d'harmonie et de concorde dans la société ivoirienne découle de l'incommodité sociale des populations, elle-même liée à un certain nombre d'incongruités ou d'insatisfactions dans les interactions socio-groupales. Quels sont les points de vue relatifs aux conséquences sur le développement durable ?

2.2. Défaut de cohésion sociale et conséquences sur le développement durable

A l'instar de plusieurs autres facteurs sociaux et comportementaux, les impacts du manque de cohésion sociale sur le développement durable ne sont pas à négliger. Ainsi, pour Monsieur K. J, « nous tendons vers le risque d'un manque d'équilibre social viable en Côte d'Ivoire. Ce sera un manque à gagner pour le bien-être des populations ». Pour ce résidant de la commune de Yopougon, la société cohérente et équilibrée, indice de développement durable, pourrait manquer les années à venir en Côte d'Ivoire du fait de la rupture de l'équilibre sociale. Selon Monsieur T. A de la commune de Cocody en outre, « le manque de paix sociale, qui résulte des injustices et des crises, impacte le développement durable à travers l'exclusion des citoyens, notamment des jeunes, acteurs du changement des générations à venir ». Les répondants estiment également que le manque de cohésion sociale constitue un manque à gagner pour le développement durable. Dans cette logique, Madame D. F. de la commune de Port-Bouët affirme : « avec le manque d'entente, l'on n'est pas à l'abri de troubles pouvant remettre en cause les acquis du développement ». Pour Monsieur J. K. résidant à Attécoubé en outre, avec les incompréhensions, l'on ne peut pas parler de développement durable. Et comme il le dit : « pour qu'on parle de développement durable, il faut un minimum de justice et d'équité. Pour cela, il faut inclure les populations aux prises de décisions ». Habitant la commune du Plateau, Monsieur F. M. ajoute : « la désunion compromet la réduction de la pauvreté ; elle exclut les moins nantis au profit des autres catégories de populations. Elle détruit donc la structure sociale ». La destruction de la structure sociale implique la déconstruction des interactions interpersonnelles faites de cordialité et de concorde. Cela conduit à une insécurité sociale et psychologique, exprimée par Monsieur B. K de Marcory en ces termes : « si certains vivent dans la hantise d'une insécurité relationnelle et financière, et dans le souci permanent de la recherche de meilleures conditions de vie, la construction de la société de demain sera reléguée au second plan ». Pour Monsieur K. K. en outre, « la distribution inégale des ressources du pays et les problèmes d'emploi conduisent la majorité de la jeunesse à l'échec. C'est un manque à gagner pour le

développement durable ». Résidant dans la commune de Koumassi, Monsieur F. Y. explique que « le désaccord social est un mauvais signal pour le développement de demain, vu que l'avenir se prépare dans le présent ». Pour Madame K. A. C, « on ne peut pas parler de développement durable si l'Etat ne fait rien pour les pauvres populations que nous sommes ». Cette position sous-entend que le manque de cohésion sociale compromet les dynamiques et les volontés de développement durable. Pour Monsieur A. K de la commune de Yopougon en outre, « le développement durable est d'abord l'émanation d'une volonté politique. Tant que la tendance ne change pas au niveau institutionnel, la qualité de la vie des générations à venir sera en souffrance ». Il apparait ainsi que le développement durable est en péril, car influencé négativement par les problèmes de concorde et de cohésion dans les relations interpersonnelles.

2.3. Communication et cohésion sociale

Le dernier volet des résultats porte sur la question de la solution. Aussi, Monsieur T. A de la commune de Cocody affirme-t-il que « la communication est un facteur de cohésion sociale ». Pour Madame D. F vivant à Port-Bouët en outre, « communiquer sous-entend s'ouvrir aux autres et partager avec eux. C'est donc les rassurer pour réussir à les intégrer à un projet de cohésion sociale ». A travers leurs points de vue, ces deux interlocuteurs estiment que la communication est un moyen fiable dans la recherche de solution au défaut d'harmonie sociale. Monsieur J. K. de la commune de Marcory corrobore cette opinion en ces termes : « la communication est la clé de la cohésion sociale. Elle peut permettre de partager et d'interagir avec les autres autour d'un projet commun ». Pour F.Y. de Koumassi en outre, « les injustices sont à l'origine de l'individualisme qui alimente le manque de compréhension dans notre société. Rassembler les autres autour d'un projet d'avenir à travers la communication permettra certainement de donner du sens à la cohésion sociale et au vivre ensemble ». Quant à Monsieur J. K, il estime que « la communication, qui a un caractère socio-culturel en Côte d'Ivoire, permet de diffuser des valeurs sociales qui rassemblent vers l'avenir ». Dans le même ordre, Monsieur L. E de la commune de Treichville pense que « la communication permet d'aboutir à une inclusion de tous les citoyens et ainsi, de mettre fin aux nombreuses frustrations. Ainsi, l'on est sur

le chemin de la cohésion sociale ». Il apparait ainsi, à travers le regard des uns et des autres, que le rôle de la communication est incontournable dans la volonté de construction de la cohésion sociale. Mais, comment cela pourrait-il être bénéfique au développement durable ?

Pour Monsieur A. T de la commune du Plateau, la cohésion sociale offre des avantages pour le développement durable. Comme il le dit : « la cohésion sociale garantit la vie des générations actuelles et de celles à venir. Si la société est en paix, les populations vivent tranquillement ». Dans la même logique, Monsieur L. E. explique : « les synergies positives créées par la cohésion sociale profitent au développement social et économique, aujourd'hui comme demain ». Madame D. F. s'inscrit dans le même sens et affirme : « il est impossible de parler de développement en période de troubles et d'incertitudes dans la société, a fortiori de développement pour les générations futures ». Pour Monsieur F. M, « il ne saurait y avoir de développement, encore moins de développement durable dans un environnement de perturbation. La communication permet de pallier à l'incompréhension dans les relations humaines », ce qui sous-entend que la paix sociale et le vivre ensemble précèdent le développement. Pour Monsieur A. K. de Yopougon enfin, « communiquer pour la paix des cœurs nourrit la paix de la société ; à son tour, la paix sociale conditionne le développement, aussi bien pour les générations actuelles que pour celles à venir. On peut donc dire que la communion et l'harmonie dans une société précèdent le développement durable ».

Comme on le voit à travers ces opinions, la communication joue un rôle fondamental pour la restitution de la cohésion sociale qui conditionne le développement durable. Quelle discussion pourrait-on faire de ces résultats ?

3. Discussion des résultats

3.1. Manque de cohésion sociale et société ivoirienne

La rupture de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire est une préoccupation majeure en raison de la réalité sociologique qui caractérise le pays. En effet, se distinguant par sa diversité aussi bien ethnique, religieuse que politique, la société ivoirienne a des raisons suffisantes d'accorder un crédit particulier à la concorde et à son

équilibre internes. Pour ce faire, elle doit veiller à ce que la cohésion sociale, pilier du développement durable, ne cède pas le pas à l'injustice, aux frustrations populaires et aux incompréhensions. C'est une question de connaissance et d'attitude qui se traduit dans les comportements. Et c'est justement à ce niveau que se situe le problème. Selon le PNUD (2004, p. 5) en effet, « *la cohésion sociale est perçue comme fondée sur la volonté des individus de coopérer et d'agir ensemble à tous les niveaux de la société pour atteindre des objectifs communs* ». Etant aux antipodes de cette représentation, la discorde sociale implique, quant à elle, un isolement et une exclusion, là où la cohésion sociale implique appartenance et inclusion. Elle suppose également la non-participation et le rejet de l'autre, là où il faut de la participation et de la reconnaissance. Au regard de tout ceci, il apparait, comme dans les résultats de l'étude, que le manque de cohésion sociale en Côte d'Ivoire est sous-tendue par plusieurs facteurs sociétaux transparaissant dans les attitudes ou dans les expressions comportementales. Koffi *et al* (2014, p. 30) pensent qu'elle est fondée par *« une souffrance généralisée qui se traduit notamment sous trois formes essentielles : la pauvreté accrue, le niveau élevé du chômage notamment chez les jeunes, et l'érosion de la cohésion sociale nationale* ». L'érosion de la cohésion dont il s'agit ici résulte, comme ils le disent plus loin, « d'un effet de chocs multiples, notamment de natures économique et sociopolitique caractérisant la vulnérabilité multidimensionnelle de la société ivoirienne ». L'on pourrait donc affirmer, à la lumière de ceci, que la réflexion sur le manque de cohésion sociale renvoie à la théorie du comportement planifié avec Ajzen (1991). Convoquée dans cette étude, ce modèle théorique, qui vise à expliquer les comportements en relation avec les attitudes et les normes, soutient en effet que pour que le comportement soit décidé, il faut d'abord « *les jugements sur la désirabilité et sur ses conséquences* » (Ajzen, 1991, p. 201). Il est donc possible de retenir ici que « *la mauvaise santé des populations, leur isolement physique et social* », de même que la malnutrition et les différents problèmes (d'emploi, d'argent ou de logement) qu'elles affrontent et qui sont supposés être les conséquences des injustices et des frustrations subies, sont des éléments de justification du défaut de cohésion sociale en Côte d'Ivoire. Et comme le dit Sylvestre-Treiner (2017, para 8)**,** «*le problème, c'est que la corruption est partout et*

qu'elle rend impossible la redistribution de la richesse ». En plus, dans la justification de ce qu'ils appellent « le délitement du lien social » en Côte d'Ivoire, Koffi *et al* rappellent que l'histoire de ce pays a connu des rebondissements. Ils ajoutent que depuis, ce pays connait « *une profonde crise caractérisée par l'endettement et une baisse de la croissance du PIB réel. Ce contexte a fragilisé l'élan national vers une cohésion sociale accrue* » (2014, p. 31). De cette manière, il apparait que le défaut de concorde sociale se situe dans la société et dans les interactions inter personnelles. Il se situe dans les différentes formes d'inconforts et dans des réalités propres à la société ivoirienne.

3.2. Cohésion sociale, rupture et implications sociales

A l'instar de bien d'autres phénomènes comme le changement climatique qui sont reconnus autour d'un consensus scientifique comme des facteurs obstacles au développement durable, le manque de cohésion dans les interactions humaines a également des implications sociales. En effet, les compréhensions dans une société s'installent par des attitudes comme la méfiance ou la susceptibilité qui, dans le relationnel humain, n'augurent d'aucune union, ni de communautarisation. Au contraire, ces attitudes présagent de médisance et de ressentiment intense, toute chose qui est contraire à la mutualisation des volontés au service du développement durable. S'opposant ainsi à la cohésion sociale qui suppose que la société assure le bien-être de tous les acteurs sans discrimination et avec équité, les incompréhensions, qui contrarient ces valeurs, ne peuvent que nuire au développement durable. Selon Hoibian (2011, p. 3), la cohésion sociale renvoie à l'idée de « *relations harmonieuses entre membres d'une société où l'on peut vivre ensemble, en bonne entente et solidarité. Le respect mutuel entre citoyens est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale* ». En outre, cette notion induit la lutte pour les droits humains et contre les inégalités. Elle suppose l'engagement contre la pauvreté et la lutte pour une meilleure répartition des richesses. Ces valeurs de solidarité et de respect mutuel, mais aussi de droits humains et d'équité, sont le ciment d'une paix sociale, elle-même condition de développement pour les générations actuelles et futures. Contraire à la cohésion, si la discorde sociale

s'oppose à ces conditions, l'on peut alors dire qu'elle contrarie le développement durable.

La notion de développement durable intègre deux principes majeurs. Ce sont d'une part, l'équité intra-générationnelle, avec la priorité à l'amélioration des conditions de vie des couches les moins nanties et d'autre part, la participation des populations aux processus de décision. Si la rupture de la cohésion sociale s'articule quant à elle autour de l'isolement des populations à leurs sorts, autour de la frustration et de l'injustice sociale, alors, elle impactera négativement le développement durable. Et comme le disent certains de nos répondants, « si certains vivent dans la hantise d'une insécurité financière, et dans le souci permanent de la recherche de meilleurs conditions de vie », les fondements d'un développement durable seront éprouvés. Comment la communication comme science peut-elle permettre de faire face à cette préoccupation ?

3.3. La communication pour la cohésion sociale en vue du développement durable

La construction de la cohésion sociale est un objectif qui appelle, d'une manière ou d'une autre, au rôle et à l'influence de la communication. Car, c'est en communiquant que le problème lui-même saura être identifié avant d'être traité à travers des échanges d'informations et de connaissances.

Le rôle de la communication, en effet, n'est plus à démontrer dans les dynamiques de changements socio-comportementaux et de développement. Si certains de nos répondants affirment que « les injustices sont à l'origine de l'individualisme et de l'isolement sociale qui alimentent l'incohésion », ils admettent également que « rassembler les autres autour d'un projet commun d'avenir à travers la communication permet de donner du sens à la cohésion sociale et au vivre ensemble ». Pour d'autres encore, « la communication, qui a un caractère à la fois social et culturel en Côte d'Ivoire, permet de diffuser des valeurs qui puissent rassembler vers l'avenir ». Ainsi, pour ces intervenants, les discriminations, les frustrations et l'individualisme, facteurs obstacles à la cohésion sociale, peuvent trouver la solution à travers la communication. Cette nécessité requière la contribution participative des populations. Et comme ils le disent, « *la communication est l'instrument incontournable de la*

participation » (Fraser & Villet, 1994, p. 2). Et c'est là que se trouve le rôle de la communication. Institutionnalisé dans les dynamiques de transformation sociale et de développement, ce rôle permet non seulement de faire tomber les murs d'incompréhension à l'origine des frustrations et des divisions, mais aussi de rallier les populations aux besoins de la paix sociale et du vivre ensemble, gages de développement durable. Le rôle de la communication réside également dans la possibilité d'établir des relations interpersonnelles pour la promotion des valeurs de la vie en commun, sur le droit chemin de l'intégration inter communautaire, passage obligé pour la nécessité d'appartenir à la même nation. Fraser & Villet (1994, p. 6) vont plus loin et précisent :

> D'un côté, la communication est l'instrument qui permet d'instaurer un dialogue et un débat social dans le contexte des importants changements. D'un autre côté, la communication est une intervention destinée à accompagner de la meilleure façon possible l'évolution économique et sociale.

Comme on le voit, aussi bien comme acte opératoire que comme science sociale, la communication joue un rôle important dans le défi de la construction de la cohésion sociale en vue du développement durable. Kouakou (2021, p. 74) corrobore l'idée et reconnait que « *le rôle et l'influence de la communication demeurent intacts et même indispensables* ». Abondant dans le même sens, Koné & Sy (1995, p. 23) ajoutent : « *la communication est désormais incontournable dans toute action partielle ou globale de développement* ». De cette manière, la question de la solution au défaut de cohésion sociale implique fortement le rôle de la communication qui, conséquemment, fait référence à la théorie des effets de la communication et des médias avec Lasswell (1973), convoquée également dans cette étude. En mettant en relief le « pouvoir des médias sur les individus » dans ses écrits, le précurseur de cette théorie, Lasswell, souligne insidieusement le rôle et les effets de la communication sur les audiences. Les projets de sensibilisation et de persuasion autour de la nécessité du vivre ensemble ne pourraient donc pas se réaliser en dehors de la communication. Lasswell va plus loin en admettant non seulement que tout acte communicatoire s'assimile à un acte d'influence et de persuasion, utile dans les objectifs de changements sociaux, mais aussi en évoquant « la toute-puissance de la

communication et des médias » dans les processus de développement. Il affirme dans ce sens que « *les médias ont un effet massif et immédiat sur les populations* » (Lasswell, 1973, p. 38). Pour lui en outre, les médias offrent la possibilité de la communication de masse permettant de toucher une audience plus large. Prenant donc la communication comme un acte d'influence et de persuasion, et faisant d'elle un facteur indispensable dans les dynamiques de développement, il admet implicitement que cette discipline occupe une place de choix dans le défi de la restauration de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. Notre hypothèse selon laquelle la communication a un rôle essentiel à jouer dans l'objectif de construction de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire est ainsi confirmée.

Conclusion

La cohésion et la paix sociales sont des conditions infranchissables pour la réalisation des projets de développement. A l'opposé, les incompréhensions et les discordes contrarient les dynamiques de développement. C'est pourquoi elles constituent une préoccupation qu'il revient d'apprécier à sa juste mesure. Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement dans son Rapport National sur le Développement Humain en Côte d'Ivoire 2004 :

> Pour réaliser la reconstruction de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire, les facteurs de développement que sont la démographie, l'économie, la culture, etc. devront constituer de véritables ressorts, doublés d'une moralisation de la vie publique et de l'instauration de l'Etat de droit (…). La reconstruction nationale devra aussi tenir compte des forces vives et des rapports sociaux basés sur l'antinomie de la pensée et de l'action, de l'égalité de tous les citoyens devant la loi (PNUD, 2004, p. xviii)

La communication est au cœur de cette préoccupation. Car, comme ils le disent : « *nous vivons à l'ère de la communication et (…) ses effets sur le processus de développement peuvent être considérables* » (Fraser & Villet (1994, p. 2). Il apparait ainsi que par cette discipline, à travers les échanges et les interactions sociales, une harmonie peut voir le jour dans la société, pour la réalisation des objectifs de

développement au bénéfice des générations actuelles mais aussi, de celles à venir.

Notre étude porte sur la question. Visant le rôle de la communication dans le défi de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire, elle a questionné l'influence de cette science. Ainsi qu'ils le disent, « *les sciences humaines et sociales ont pour objectif d'étudier et comprendre pourquoi des individus ou des groupes sociaux (…) font ce qu'ils font, pensent ce qu'ils pensent, sentent ce qu'ils sentent et disent ce qu'ils disent* » (Martin & Gaspard, 2016, p. 2). Les sciences de la communication ont donc permis d'interroger sur les incidences du manque de cohésion sociale sur le développement durable. A terme, et sur la base de la théorie des effets puissants de la communication et des médias (Lasswell, 1973), l'étude a permis de confirmer l'hypothèse de départ.

La discorde ou l'incompréhension dans une société, contraire à la cohésion sociale, est une forme de crise, insidieuse ou apparente. La crise dans un corps vivant est un malaise causé par des perturbations physiologiques ou psychologiques affectant ce corps et pouvant avoir sur lui des conséquences déterminantes. La crise sociale sous la forme de mésentente, découlant d'inconforts sociaux de diverses natures, a des conséquences sur le développement, aujourd'hui comme demain. C'est pourquoi les sciences de la communication, dont le rôle structurant dans les grands défis de changements sociaux n'est plus à démontrer, se doivent d'influencer positivement les volontés, de manière à ce que la cohésion sociale ne cède pas définitivement la place aux incertitudes dans les cœurs et aux désordres dans la société ivoirienne, au détriment des dynamiques du développement durable. Pour notre part, nous estimons que cela est possible si nous acceptons de nous remettre en cause pour repenser la société ivoirienne en vue de panser ses crises, où et quand il le faut. C'est d'ailleurs dans cet élan que s'inscrit l'étude dont la portée sociale et scientifique apparait à travers son objectif affiché. Et comme le suggère Wolton (2012, p.1) avec pertinence, cela est possible « *en repensant les rapports entre l'individu et le collectif, entre le même et le différent, pour renouveler la pensée (…) à l'heure de la communication omniprésente* ».

Références bibliographiques

Ajzen Icek (1991), « The Theory of Planned Behavior », *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, vol. 50, nº 2, p.179-211.

Banque Mondiale (2023), « La Banque Mondiale en Côte d'Ivoire », *La Banque Mondiale/ BIRD-IDA du 29 Septembre 2023* [En ligne], consulté le 12 mai 2024, URL : https://www.Banque mondiale.org/fr/country/cotedivoire/overview#:~:text=L'inflation%20a%20atteint%20en,transports%20et%20de%20l'%C3%A9nergie.

Cohen Eloïse (2020), « La communication devient un levier puissant de cohésion sociale », *e.marketing.fr du 6 avril 2020* [En ligne], consulté le 17 mai 2024, URL : https://www.e-marketing.fr/Thematique/agences-1089/Breves/Christophe-Lichtenstein-Romance-348540.htm

Fraser Colin & Villet Jonathan (1994), *La communication pour un développement à dimension humaine*, Rome, FAO/Sous-division de la Communication au Service du Développement/Division de l'Information.

Groupe de la Banque Africaine de développement-BAD-(2023), « Perspectives économiques en Côte d'Ivoire », *African Economic Outlook (AEO) 2023* [En ligne], consulté le 12 mai 2024, URL : https://www.afdb.org/fr/pays-afrique-de-louest-cote-divoire/perspectives-economiques-en-cotedivoire# :~:text=Le%20taux%20d'inflation%20a,l'%C3%A9nergie %20au%20niveau % 20mondial.

Hoibian Sandra (2011), *Baromètre de la cohésion sociale*, Paris, Crédoc.

International Crisis Group/Rapport Afrique de Crisis Group n°193 (2012), *Côte d'Ivoire : Faire baisser la pression*, Dakar/Bruxelles, ICG.

Koffi Kouamékan Jean Marie; Ouattara Mama ; Ballé Jérôme et Mathieu François-Régis (2014), « Résiliences et équilibres en Côte d'Ivoire post-crise », *Éthique et économique*, Vol. 11, n°1, p.29-43.

Koné Hugues et Sy Jacques Habib (1995), *La communication pour le développement durable en Afrique*, Abidjan, PUCI.

Kouakou Antoine (2021), « Médias et changement sociaux, du développement au désenchantement », *Akofena, Revue Scientifique des Sciences du Langage, Lettres, Langues & Communication*, Vol.2, n°004, p.65-76.

Kouakou Antoine & N'guessan Louis Franck Yao (2020), « Communication, médias et intolérance intercommunautaire en Côte d'Ivoire », *Ziglôbitha, Revue des Arts, Linguistique, Littérature & Civilisations*, n°01, p.67-78.

Lasswell Harold Dwight (1973), « Structure et fonction de la communication dans la société » in Balle F. & Padioleau J.G, *Sociologie de l'information,* Textes fondamentaux, (Original work published 1948), Paris, Larousse.

Martin Solange & Gaspard Albane (2016), *Changer les comportements, faire évoluer les pratiques sociales vers plus de durabilité*, Angers, Collections de l'ADEME.

Pnud (2004), *Rapport National sur le Développement Humain en Côte d'Ivoire : Cohésion sociale et reconstruction nationale*, Abidjan, PNUD.

Prao Séraphin (2024), « Le mal de la corruption a atteint des proportions jamais égalées », *Générations Nouvelles n°1229 15/1/2024* [En ligne], consulté le 15 mai 2024, URL : https://www.pressecotedivoire.ci/la-une?date=lundi%2015%20janvier%202024.

Sylvestre-Treiner Anna (2017), « Côte d'Ivoire : on vit une bombe sociale », *Libération du 26/2/2017* [En ligne], consulté le 16 juin 2024, URL : https://www.liberation. fr/planete/2017/02/26/ cote-d-ivoire-on-vit-une-bombe-sociale_1551196/.

Wolton Dominique (2012), *Indiscipliné. La communication, les hommes et la politique*, Paris, Edition Odile Jacob.